

## Sortir de la bataille des chiffres

Des économistes de l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE) feront paraître aujourd'hui un manifeste appelant à sortir de la bataille des chiffrages pour la présidentielle. L'idée est de dire qu'il faut « faire attention aux chiffrages ».

## L'UDF suspend Santini et Marseille

La commission nationale d'arbitrage et de contrôle (CNAC) de l'UDF a suspendu hier deux élus des Hauts-de-Seine qui se sont ralliés à la candidature de Nicolas Sarkozy, André Santini et Hervé Marseille, de leur qualité d'adhérent du parti centriste.

## Lancement des parrainages

Les candidats à la présidentielle peuvent à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 16 mars renvoyer au Conseil constitutionnel leurs 500 formulaires de parrainage. Echaudés par la campagne de 2002, de nombreux maires préfèrent cette fois ne parrainer personne.

# Royal estime son plan à 35 milliards d'euros

LA CANDIDATE l'évalue à moitié moins que l'Institut de l'entreprise

Le PS a chiffré hier à 35 milliards d'euros le coût net du programme de Ségolène Royal. Le coût brut de ses 100 propositions a été évalué à 50 milliards, mais ce chiffre retombe à 35 milliards après déduction des économies escomptées, ont annoncé Michel Sapin, successeur d'Eric Besson au poste de secrétaire à l'Economie, et Didier Migaud, conseiller de la candidate.

François Hollande promet de « reproduire » cet « exercice de vérité » « tout au long de la campagne ». M. Hollande reproche à Nicolas Sarkozy son « glissement impressionnant » en matière de promesses électorales, en particulier les baisses d'impôt.

« Nous sommes prêts à en débattre point par point », a répondu M. Sapin aux experts indépendants de l'Institut de l'entreprise qui parlent, eux, de 62,6 milliards (1).

### Des efforts sur la recherche, la justice...

Le PS entend concentrer les efforts budgétaires sur la recherche (5,3 milliards), les universités (5), les emplois tremplin (4,5), la justice (4,5), l'éducation (3,4), le revenu de solidarité active (3).

La revalorisation de 5 % des petites retraites (comprises entre minimum vieillesse et SMIC) est évaluée à 2 milliards. La hausse du SMIC à 1500 € à horizon 2012, à moins de 2 milliards.

Quant aux 15 milliards d'éco-



nomies, ils seront réalisés notamment sur les « aides

aux entreprises et allègements de charges » qui, « au minimum pourraient faire économiser 5 milliards », selon M. Sapin. Deux milliards seront dégagés par une « rationalisation des fonds alloués à la formation professionnelle ». Le reste viendra de la « rationalisation » et « clarification » des compétences entre Etat et collectivités, selon M. Sapin.

Malgré ces dépenses, le PS promet de réduire l'endettement public à 60 % du PIB en 2012 (64,6 % fin 2006). Les déficits publics seront réduits de 1,6 point. Les grands équilibres seront maintenus grâce à une stabilisation des prélèvements



ÉDITORIAL  
Jean-Louis  
GOMBEAUD

## Le goût du risque

Après des semaines d'hésitation chaotique, nos deux principaux candidats affirment, depuis hier, qu'ils sont au point sur leur programme. M<sup>me</sup> Ségolène Royal nous dit 50 milliards (35 milliards déduction faite des économies escomptées). M. Nicolas Sarkozy 32 milliards. Nous ne discuterons pas de la façon dont les additions ont été faites par les deux adversaires parce qu'elles nous semblent sous-estimées dans les deux cas. Les experts de l'Institut de l'entreprise évaluent, par exemple, le coût du programme socialiste autour des 60 milliards. Mais peu importe puisqu'au PS, on dit que celui de M. Sarkozy dépasse les 100 milliards. Cette controverse n'étonnera pas l'électeur. Lui, qui traditionnellement remet en cause les statistiques officielles sur les prix, le chômage, le déficit budgétaire (avec ses dépenses cachées), a toutes les raisons de se méfier des différents chiffrages. Regardons plutôt la différence de méthode de nos deux grands candidats. M. Sarkozy affirme qu'il a

de quoi financer son projet par redéploiement des dépenses actuelles. Il prend donc l'argent là où il y en a. M<sup>me</sup> Royal, elle, limite à 15 % de son programme le même redéploiement, ce qui ramènerait à 35 milliards le coût net de son projet.

Tous les rapports officiels (celui de la Cour des comptes notamment ou, hier encore, celui sur les aides à l'emploi) prouvent qu'un tel redéploiement est possible. Sur 30 milliards, comme le pensent nos deux candidats ? Ça se discute.

On verra qui aura l'autorité politique pour l'imposer dans l'ensemble de l'administration publique.

Quoi qu'il en soit, à écouter nos deux challengers, M. Sarkozy mise l'ensemble du financement de son projet là-dessus tandis que M<sup>me</sup> Royal avoue croire encore au rôle bénéfique de la dépense publique. Elle souligne, en effet, que ces excès de dépense relanceront la machine qui parviendra ainsi à les couvrir. Chez M. Sarkozy, on prend un risque; chez M<sup>me</sup> Royal, on en prend deux.

obligatoires (impôts et charges à 44 % du PIB). Le PS table sur une croissance de 2,5 % l'an et une « maîtrise » des dépenses publiques (+1,2 % en volume).

Les allègements fiscaux « exorbitants » et « inutiles » accordés par la droite seront supprimés. Dont « Le bouclier fiscal » en fait partie. 1 - Nos éditions d'hier

## Projet Sarkozy : financé en redéployant 5 % des dépenses de l'Etat

Nicolas Sarkozy a précisé hier comment son projet présidentiel pourrait être financé. « J'ai un programme que j'ai chiffré à 32 milliards euros. Si on considère les dépenses réaménageables de l'Etat et de la Sécurité sociale à 590 milliards d'euros, cela veut dire qu'en cinq ans je veux redistribuer 5 % des dépenses de l'Etat, c'est parfaitement jouable », a-t-il dit sur RTL.

Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux sur les 450 000 dont le départ à la retraite est prévu d'ici 2012 permettrait de revenir « au niveau de 1992, à l'époque où François Mitterrand était Président et où personne ne disait que la France était sous-administrée ». Parmi les administrations susceptibles de contribuer à ces réductions d'effectifs, il a

cité la douane, la formation professionnelle, l'action sociale, les impôts et le service public de l'emploi grâce à la fusion ANPE-Unedic qu'il préconise. Le candidat UMP a rappelé que la fonction publique emploie près d'un cinquième de la population active et que ses salaires et ses retraites représentent 45 % du budget de la France.



L'ex-secrétaire national du PS à l'économie dénonce l'« étrange campagne » de Ségolène Royal et des « attaques personnelles » contre lui. Photo Reuters/Tessier

## Eric Besson claque la porte du PS

Eric Besson, déjà démissionnaire de la direction du PS, où il était secrétaire national à l'Economie et à la fiscalité, a repris sa liberté: il a décidé « à grand regret » de quitter le parti, se disant victime d'attaques personnelles de proches de Ségolène Royal pour qui il n'est pas sûr encore de voter le 22 avril. Député de la Drôme, il ne se représentera pas en juin et siègera d'ici là parmi les non-inscrits. Il restera maire de Donzères (Drôme) et envisage un retour « vers le secteur privé ». Le Premier secrétaire du PS François

Hollande, de qui il reste proche, a regretté son départ. « Il a toujours sa place dans le mouvement socialiste », a-t-il dit. L'affaire était partie le 14 février d'un simple désaccord entre eux. Favorable naguère à une candidature de Lionel Jospin, il a indiqué qu'il allait « réfléchir » pour voir s'il voterait pour Ségolène Royal, même s'il pense qu'« elle peut gagner ». Il a assuré qu'initialement, il ne voulait que « prendre du recul par rapport à la campagne présidentielle de la candidate ». Une campagne,

selon lui, étrangement construite, où les bureaux de campagne sont déconnectés du siège du parti, où des conseillers jouent un rôle « excessif et souvent nocif » alors que des « talents » - Jospin, DSK, Fabius... - ne sont pas utilisés. Il regrette encore qu'il n'y ait pas de « lieu d'arbitrage et de mise en cohérences des thèmes, discours et propositions », et pas de positionnement clair sur des « sujets majeurs » comme le financement des retraites, les 35h ou le nucléaire. « L'amateurisme n'est pas de mise ».

« Qui connaît M. Besson ? », avait demandé publiquement Ségolène Royal. Des propos que ce dernier a jugés « désobligeants ». Il n'a pas apprécié qu'on dise qu'il s'était rapproché de Sarkozy, ni qu'on parle de ses « difficultés conjugales ». Il « n'a pas fait d'offre de service et pas reçu de propositions de la part de Nicolas Sarkozy ou François Bayrou ». Mais, « Ayant quitté toute attache partisane et n'aspirant plus à des fonctions nationales, je suis désormais libre, libre de voir qui je veux, à droite ou à gauche ».